

Animation Éducation



**Penser l'École avec...
Laurence De Cock
historienne, essayiste,
chargée d'enseignement
à l'université
Paris-Diderot | « Il faut
reprendre la main sur
notre outil de travail »**

Paru en page(s) : 72-73
dans le No 277-278 d'A&E



Laurence De Cock

historienne, essayiste, chargée d'enseignement
à l'université Paris-Diderot



« Il faut reprendre la main sur notre outil de travail »

Laurence De Cock, historienne, autrice de École⁽¹⁾, enseigne à la fois en lycée et à l'université. C'est ce double regard qu'elle porte sur cette période inédite, les actions du gouvernement, la coéducation... Objectif prioritaire : sortir de la logique de rentabilité qui pèse sur le monde enseignant !

Animation & Éducation : Comment avez-vous vécu (et vivez-vous) cette période inédite ? Qu'avez-vous pu mettre en place pour maintenir les apprentissages par exemple ?

Laurence De Cock : Comme la plupart des enseignants, je suis passée par plusieurs phases. La première fut la stupeur teintée d'une angoisse multiforme : sur le danger de la pandémie, sur l'avenir du monde, puis sur l'inconnu pédagogique qui s'ouvrait. Cette angoisse était accentuée par un fossé important entre le discours ministériel, rassurant, affirmant que « *tout était prêt* » et une réalité nettement plus nuancée avec des conditions de « *continuité pédagogique* » très aléatoires, des bugs informatiques innombrables, des outils inappropriés, etc.

Par ailleurs, j'ai été saisie d'un réflexe assez banal de compenser toutes ces questions par un surinvestissement professionnel tel qu'une semaine plus tard, j'étais épuisée. La seconde période fut plus routinière, une fois dépassée la panique des premiers jours. S'est installé un rituel de vie plutôt équilibrée entre travail et autres activités.

J'ai la chance de travailler dans un établissement très petit, avec des élèves très investis, très demandeurs et une équipe soudée. Nous avons donc beaucoup échangé entre nous et choisi pour la plupart de poursuivre notre emploi du temps habituel mais en visioconférence. Nous avons fait le même choix à l'université où j'enseigne. C'est dans cette dernière que les choses ont été plus difficiles car beaucoup d'étudiants ont des conditions de travail assez précaires. Certains sont retournés chez eux en famille, d'autres ont profité de la période pour faire des petits boulots. Mon absentéisme le plus important (près de 40 %) a été chez les étudiants. En revanche, côté lycéens, nous avons pris le pli très rapidement. Cela s'est finalement bien déroulé, même si la lassitude s'installe vite et si cette expérience distancielle a permis de mesurer l'importance du présentiel. S'il en était besoin, elle a confirmé à quel point un cours est d'abord un espace d'interactions sociales dont les corps, les mobilités sont parties prenantes.

A&E : Quel regard portez-vous sur les décisions prises par le gouvernement au niveau des établissements scolaires (fermeture brutale, injonction de « continuité pédagogique » sans véritable accompagnement des enseignants et des familles, réouverture progressive...) ?

L. DC. : Je porte un regard vraiment très critique pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il paraît évident que personne ne savait exactement comment procéder dans une situation si inédite et qu'il m'aurait paru nettement plus honnête d'admettre cette part d'humilité et d'inconnu plutôt que de se montrer si affirmatif et directif. Cette prétention à maîtriser la situation a empêché toute empathie vis-à-vis des enseignants, ainsi que toute prise en considération de leur propre rapport à la mort et à la maladie. On a retrouvé cela du début à la fin. Même la levée progressive du confinement a joué exactement la même partition en cumulant des protocoles sanitaires infaisables, anxiogènes pour tout le monde – à commencer par les enfants –, et au mépris de toute expertise des professionnels. Ceci nous a piégés car la moindre de nos protestations nourrissait une campagne de dénigrement des enseignants, qualifiés sur les réseaux sociaux de lâches ou soupçonnés dans d'autres médias de s'être soustraits à leur devoir pédagogique. Nous sommes sortis assez exsangues de cette période particulière, avec le sentiment d'avoir été lâchés en route et d'un travail inabouti avec nos élèves, parce que trop soumis à des revirements politiques permanents et à un calendrier très éloigné de celui des apprentissages.

A&E : Quelles leçons tirez-vous de cette période inédite ?

L. DC. : Il ressort de cette période plusieurs choses. La première est qu'il faut désormais nous préparer à affronter ce genre de moments, tant le risque pandémique devient une réalité sans doute récurrente. Sur le plan pédagogique, la période n'a fait que confirmer ce que nous savions déjà : l'extrême inégalité des élèves face à l'école et la fonction recours que cette dernière occupe aux yeux des familles et des enfants les plus en difficulté. La période témoigne également de l'urgence à s'organiser collectivement à plusieurs échelles : celle de l'établissement, celle plus large des collectifs d'enseignants, lesquels ont beaucoup fonctionné pendant le confinement (questions de classes, l'ICEM, les cahiers pédagogiques, le collectif Aggiornamento histoire-géographie, etc.), celle également des différents cycles du système éducatif. Le confinement nous contraint aussi à réfléchir aux modalités de coopérations possibles avec des parents qui ont (souvent difficilement) croisé notre métier : quelles interfaces possibles entre nos deux fonctions ? C'est une vraie question qui n'a pas encore été suffisamment travaillée car la coéducation reste pour le moment une valise vide. Or, je pense que nous avons tous exploré ce qui est susceptible de nous réunir et de nous différencier ces derniers mois.

Enfin, les expérimentations pédagogiques contraintes par le confinement nous ont montré l'importance d'alterner entre des groupes d'élèves à différentes dimensions :

accompagnement individuel, groupes restreints, groupe classe, etc. Je suis persuadée qu'elles ont mis à jour le caractère inepte et intenable de ce modèle de cours simultanés devant 35 élèves comme dans certains lycées.

Pour autant, le confinement permet-il de nous « réinventer » comme l'ont prétendu certains ? Ce serait tomber dans le piège de lui attribuer des vertus que de répondre positivement. La seule chose qui permettrait de nous réinventer serait des moyens conséquents pour une formation continue digne de ce nom et surtout pour recruter des enseignants en nombre et désengorger les classes, afin de créer des groupes plus modulables.

A&E : Que peut-on ou doit-on faire maintenant – pas pour un soi-disant monde d'après, mais bien pour celui d'aujourd'hui ? Peut-on encore agir ? Quelles priorités ? Et à quelles conditions ?

L. DC. : Il faut reprendre la main sur notre outil de travail. Ce n'est pas une mince affaire tant nous vivons une période de contrôle très coercitif sur le monde enseignant, qui tend de plus en plus à nous soumettre à une logique de rentabilité qui interfère avec la temporalité lente des apprentissages. Il prive les collègues de leurs capacités d'expertise, seule condition de leur participation à la définition des contours du métier. Ce faisant, il favorise une forme d'infantilisation qui, cumulée à une pression voire un mépris social, nourrit la souffrance au travail. L'année a tout de même connu plusieurs suicides d'enseignants, et sur leur lieu de travail, ce n'est pas rien. Il faut considérer cela comme une alerte maximale, ce qui n'a pas été fait. Le métier n'a jamais été exempt certes de mal-être, mais ce dernier atteint aujourd'hui des proportions telles que c'est l'avenir de l'école en tant que service public qui est ainsi posé.

C'est ce dernier point qui est en effet mis à mal et que le confinement a fragilisé encore davantage. Certains ont en effet insisté sur les vertus du « chez soi » et les grandes entreprises dites Ed Tech (du numérique à l'école) se sont immédiatement engouffrées sur le terrain de l'offre d'outils pédagogiques.

On ne répétera jamais suffisamment que l'intrusion d'entreprises privées dans l'école publique est une anomalie et une atteinte à son principe de gratuité, voire de laïcité si on la prend dans son sens de la nécessaire neutralité. De même, on rappellera que l'école publique a été précisément pensée comme un lieu d'émancipations individuelle et collective parce qu'elle se posait comme un espace collectif distinct du modèle familial.

Interview Marie-France Rachédi

1. Une école émancipatrice est une école qui donne le choix et met donc fin à l'orientation subie. Peut-on y parvenir ? Comment ? Réponse de l'enseignante et historienne Laurence De Cock dans ce livre paru en août 2019 chez Anamosa dans la collection Le Mot est faible : <https://anamosa.fr/produit/ecole/>